**Département du Calvados**
**Ville d'IFS**
**Extrait du Registre des Délibérations**
**du conseil municipal**

**L'an deux mille vingt trois**
**Le 13 novembre**
**Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du conseil municipal sous la présidence de Michel PATARD-LEGENDRE, Maire,**

| | | |
|---|---|---|
| **Date de convocation** | **2 novembre 2023** | |
| **Date d'affichage** | **2 novembre 2023** | |
| **Nombre de conseillers** | **en exercice** | **33** |
| | **Présents** | **24** |
| | **Votants** | **31** |

**Etaient présents :** Thierry RENOUF, Martine LHERMENIER, Mohamed MAÂCHE, Elodie CAPLIER, Françoise DUPARC, Yann DRUET, Aminthe RENOUF, Jean-Pierre BOUILLON, Philippe GIRONDEL, Josiane LEFEVRE-FOUBERT, Clément HUYGHE, Nadège GRUDE, Christophe MOUCHEL, Jacqueline BAZILLE, Virginie DALY, Nadia DAMART, Christophe HEBERT, Sébastien LAGALLE, Jean-Paul GAUCHARD, Sonia CANTELOUP, Jean-Claude ESTIENNE, Allan BERTU et Cédric EVANO **formant la majorité des membres en exercice.**
**Procurations :** Pascal ESNOUF, Inès TOROND-MOYA, Lydie WEISS, Justine PREVEL-LAVERGNE, Ayhan AYDAR, Sylvain JOBEY, et Aurélie TRAORE **avaient respectivement donné pouvoir à :** Philippe GIRONDEL, Nadège GRUDE, Thierry RENOUF, Martine LHERMENIER, Yann DRUET, Mohamed MAÂCHE et Jean-Paul GAUCHARD.
**Absents excusés :** Pascal ESNOUF, Inès TOROND-MOYA, Lydie WEISS, Justine PREVEL-LAVERGNE, Ayhan AYDAR, Sylvain JOBEY, Marc DURAN, Nicolle ANTHORE et Aurélie TRAORE.
**Secrétaire de séance :** Jean-Claude ESTIENNE et Christophe MOUCHEL.

♦♦♦♦♦♦♦

*Monsieur le Maire a déclaré la séance de conseil municipal ouverte à 19h00.*

**Ordre du jour de la séance :**

1. Désignation des secrétaires de séance
2. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 25 septembre 2023
3. Signature d'une convention de sous location et de jouissance avec la Mutualité française du Calvados
4. Liste des dépenses à imputer sur le compte 623 « publicité, publications, relations publiques »
5. Ouverture d'un compte à terme
6. Adoption des tarifs municipaux pour l'année 2024
7. Élections - Mise à disposition des salles municipales pour les candidats
8. Convention de mise à disposition des locaux du Centre Technique Municipal (CTM) de la Ville au profit de la communauté urbaine Caen la mer - Avenant n°2
9. Communauté Urbaine Caen la mer – Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) – Approbation des rapports n°2-2023, n°3-2023 et n°4-2023 du 13 septembre 2023
10. Signature d'une convention de servitudes ENEDIS
11. Modification du tableau des effectifs des emplois permanents
12. Communauté Urbaine Caen la mer - Mise à disposition descendante de services auprès des communes membres – Validation de la convention 2023/2026
13. Recensement de la population 2024 – Rémunération des agents recenseurs
14. Avenant à la convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale complémentaire de prévoyance
15. Participation pour la mise en œuvre d'un contrat de prévoyance au profit des agents de la Ville d'Ifs et du CCAS
16. Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) extrascolaires 3-12 ans – Convention avec l'association « La Ronde des Bambins » pour l'accueil des enfants ifois durant les vacances de Noël 2023
17. Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association « La Ronde des Bambins »
18. Association Sportive du Lycée Rabelais – Versement d'une subvention exceptionnelle

## 1 - DESIGNATION DES SECRETAIRES DE SEANCE

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE : DESIGNE** Monsieur Jean-Claude ESTIENNE et Christophe MOUCHEL.

## 2 - APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2023

Le **CONSEIL MUNICAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE : ADOPTE** le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 25 septembre 2023.

## 3 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SOUS LOCATION ET DE JOUISSANCE AVEC LA MUTUALITÉ FRANÇAISE NORMANDIE (SSAM)

Dans le cadre de sa politique d'accueil de la petite enfance et en réponse à plusieurs objectifs (besoins de garde des familles ifoises, maintien du projet intergénérationnel) et compte tenu du terme de la convention de sous-location au 30 novembre 2023 signée avec la Mutualité Française Normandie SSAM, la Ville d'Ifs souhaite prolonger la mise en place du multi-accueil de 20 places au sein de l'EHPAD « Le jardin d'Elsa », géré par la Mutualité Française Normandie SSAM.

Pour asseoir ce partenariat, il est proposé deux projets de conventions concernant la sous-location et la jouissance des lieux.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le Code de la Famille et de l'Action Sociale ;
**VU** la délibération n°2011-136 du 7 novembre 2011 relative à la signature d'une première convention de sous-location et de jouissance avec la Mutualité Française Normandie SSAM ;
**VU** l'avis de la commission « Petite-Enfance - Education » réunie le 6 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** que les précédentes conventions arrivent à échéance le 30 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de définir les conditions de partenariat avec la Mutualité Française Normandie SSAM pour prolonger la sous-location sur le site de l'EHPAD « le Jardin d'Elsa » du 1er décembre 2023 au 31 décembre 2026 ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A LA MAJORITE avec 25 voix POUR et 6 voix CONTRE** (Jean-Paul GAUCHARD, Sonia CANTELOUP, Jean-Claude ESTIENNE, Aurélie TRAORE, Allan BERTU et Cédric EVANO) **:**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de sous-location et la convention de jouissance.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## 4 - LISTE DES DÉPENSES A IMPUTER SUR LE COMPTE 623 « PUBLICITÉ, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES »

Le comptable du service de gestion comptable de Caen a demandé aux collectivités territoriales de faire procéder à l'adoption, par le conseil municipal, d'une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 623 « publicité, publications, relations publiques ».

Ainsi, il est proposé au conseil municipal de prendre en charge les dépenses suivantes au compte 623 :

- D'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que les sapins, les décorations de Noël, les dépenses liées aux diverses manifestations, les denrées et cocktails servis lors de cérémonies officielles et inaugurations ;
- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors des mariages, décès, naissances, départs, récompenses sportives et culturelles ;
- Les frais de restauration des employés communaux, des bénévoles liés aux actions communales ou à l'occasion d'évènements ponctuels.

- Les frais d'artifices, les frais d'annonces de publicité ainsi que les parutions liées aux manifestations ;
- Les frais de reprographie et de communication ainsi que les imprimés spécifiques tels que les imprimés d'état civil.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** l'instruction codificatrice M57 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de lister les dépenses imputables sur le compte 623.

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder aux mandatements des dépenses reprises ci-dessus au compte 623.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**5 – OUVERTURE D'UN COMPTE À TERME**

Le compte à terme est un compte productif d'intérêts sur lequel sont placés des fonds pour une durée fixée à l'avance, au choix du client. Cette formule, à court terme et autonome, n'est pas adossée à un compte à vue mais tenue dans les écritures de l'État. C'est un produit simple et sans risque, à taux fixe.

La loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances dispose que, sauf dispositions expresses d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État (article 26-3°). Ces dispositions sont applicables depuis le 1er janvier 2004 (article 65).

Dans ce cadre, la loi de finances pour 2004 précise le nouveau régime des dérogations à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article 116). Elle définit notamment la nature des fonds susceptibles d'être placés et celle des placements autorisés.

À l'exception des Office Public de l'Habitat (OPH) qui continuent de bénéficier d'une liberté de placement de l'ensemble de leurs disponibilités, les autres collectivités territoriales et établissements publics concernés par ce nouveau dispositif sont tenus de respecter des conditions d'origine des fonds.

Peuvent ainsi faire l'objet de placements les fonds qui proviennent :

- De libéralités ;
- De l'aliénation d'un élément du patrimoine ;
- D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- De recettes exceptionnelles, dans l'attente de leur réemploi. Il s'agit des indemnités d'assurance ; des sommes perçues à l'occasion d'un litige ;
- Des recettes provenant de ventes de biens tirés de l'exploitation du domaine, réalisées à la suite de catastrophes naturelles ou technologiques (exemple : ventes de chablis suite aux intempéries de décembre 1999...) ;
- Des dédits et pénalités reçus à l'issue de l'exécution d'un contrat.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
**VU** la loi de finances pour 2004 et notamment l'article 116 ;
**VU** l'instruction codificatrice M57 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** que les collectivités sont soumises à l'obligation de dépôt de leurs fonds disponibles auprès de l'Etat qui ne verse pas d'intérêt ;

**CONSIDERANT** que toutefois, les articles L.1618-1 et L1618-2 du code général des collectivités territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles comme des indemnités d'assurance ou des sommes perçues à l'occasion d'un litige ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**DECIDE** de l'ouverture d'un compte à terme d'une durée de 3 mois auprès du trésor public pour un montant de 1 336 000 euros. L'origine des fonds est la suivante cession du bâtiment Alternat' Ifs pour un montant de 800 000 euros, emprunt d'un montant 536 000 euros dont l'emploi est différé en raison d'un retard dans la réalisation des travaux de la résidence autonomie, relance du lot 1 désamiantage à la suite de la liquidation judiciaire du titulaire de ce marché.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**6 – ADOPTION DES TARIFS MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2024**

Les tarifs municipaux ont donné lieu à une précédente délibération du conseil municipal lors de sa séance du 27 mars 2023 pour les seuls services dont l'activité est directement liée à l'année scolaire.

Il est proposé au conseil municipal de délibérer pour adopter les autres tarifs pour l'année 2024 (sur la base des montants ci-après).

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
**VU** le Code de la voirie routière ;
**VU** la délibération n°2022-095 du 7 novembre 2023, relative aux tarifs municipaux pour l'année civile 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** que la délibération n°2022-095 régissait les tarifs jusqu'au 31 décembre 2023 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'actualiser les tarifs qui préexistaient ;

Il est proposé au conseil municipal d'adopter les tarifs des services municipaux pour l'année 2023 de la façon suivante :

## 1 - LOCATION DES SALLES

Pour les associations ifoises, la Ville propose 2 jours gratuits par an sur l'ensemble des salles payantes (F. Mitterrand, Jules Verne et salle de convivialité du gymnase A.Milliat). Au-delà, l'utilisation est payante. Les réunions internes et Assemblées Générales sans repas seront organisées dans la mesure du possible en dehors des salles F. Mitterrand et Jules Verne.
Toute association ifoise n'ayant pas sollicité de subvention au titre de l'année en cours devra, pour bénéficier du tarif « associations » et/ou des deux gratuités par an, présenter les documents afférents au fonctionnement de l'association (déclaration en Préfecture, statuts, budget, compte-rendu d'activité…).

| SALLE FRANÇOIS MITTERRAND | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DEMANDEURS** | | **TARIFS** | | |
| | | **Week-end 2 journées** | **Week-end 1 journée et jours fériés** | **1 journée en semaine** |
| **Particuliers, Associations,** | **Ifois** | **600 €** | **300 €** | **210 €** |
| | **Extérieurs** | **904 €** | **600 €** | **305 €** |
| **Sociétés** | **Ifois** | **659 €** | **330 €** | **231 €** |
| | **Extérieurs** | **995 €** | **659 €** | **335 €** |
| **Etablissements scolaires (Spectacles)** | | | | **Gratuit (1 utilisation par an)** |
| **Personnel communal** (1 seule mise à disposition par an sur l'ensemble des salles. Réunion à caractère personnel à but non lucratif). | | **296 €** | **147 €** | **102 €** |
| **Administrations** | | | **636 €** | **323 €** |
| **Assemblée de copropriétaires organisée par un syndic** | | | **318 €** | **223 €** |
| **Groupe à vocation politique ou syndicale** (2 gratuités / an, au-delà utilisation payante) | | | **318 €** | **223 €** |
| **Inhumation exclusivement réservé aux ifois, selon la disponibilité de la salle** | | | | **Gratuité** |

| CONDITIONS S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DES OCCUPANTS | | | |
|---|---|---|---|
| **DEMANDEURS** | **TARIFS** | | |
| | **Week-end 2 journées** | **Week-end 1 journée et jours fériés** | **1 journée en semaine** |
| **Chauffage** (facturation du 15 octobre au 15 avril) | **65 €** | **33 €** | **33 €** |
| **Caution de location :** Pénalités en cas de dégradations des locaux, du mobilier, du matériel de cuisine, non restitution des clés... En cas d'incident, la facturation sera effectuée sur la base d'un devis et la caution sera retournée après paiement de la facture. | **500 €** | | |
| **Caution pour l'entretien des locaux :** En cas de ménage non conforme, il sera demandé au locataire de régler la remise en état des locaux. La facturation sera effectuée sur la base de 25 € de l'heure (comprenant le coût de l'agent d'entretien et des produits d'hygiène). La caution sera retournée après paiement de la facture. | **200 €** | | |

En cas d'annulation

1) Pour l'ensemble des occupants, sauf associations : le versement d'arrhes à la réservation (30% du montant de la location) restera acquis à la collectivité en cas d'annulation moins de trois mois avant la date de location.
2) Pour les associations (lorsqu'elles bénéficient de la gratuité) : un préavis de 30 jours calendaires sera exigé. Passé ce délai, une pénalité de 17 € sera demandée.

| SALLE DE SPORT JULES VERNE/ SIMONE VEIL | | |
|---|---|---|
| **DEMANDEURS** | | **TARIFS - Journée** |
| **Particuliers, Associations,** | **Ifois** | **105 €** |
| | **Extérieurs** | **194 €** |
| **Sociétés** | **Ifois** | **116 €** |
| | **Extérieurs** | **214 €** |
| **Personnel communal** (1 seule mise à disposition par an sur l'ensemble des salles. Réunion à caractère personnel à but non lucratif). | | **61 €** |
| **Assemblée de copropriétaires organisée par un syndic** | | **108 €** |
| **Groupe à vocation politique ou syndicale** (2 gratuités / an, au-delà utilisation payante) | | **201 €** |
| **CONDITIONS S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DES OCCUPANTS** | | |
| **Chauffage** (facturation du 15 octobre au 15 avril) | | **25 € (journée)** |
| **Caution de location :** Pénalités demandées en cas de dégradations des locaux, du mobilier, du matériel de cuisine, non restitution des clés... En cas d'incident, la facturation sera effectuée sur la base d'un devis. | | **200 €** |
| **Caution pour l'entretien des locaux :** En cas de ménage non conforme, il sera demandé au locataire de régler la remise en état des locaux. La facturation sera effectuée sur la base de 25 € de l'heure (comprenant le coût de l'agent d'entretien et des produits d'hygiène). La caution sera retournée après paiement de la facture. | | **150 €** |

| SALLE DE CONVIVIALITE ALICE MILLIAT | | |
|---|---|---|
| **DEMANDEURS** | | **TARIFS - Journée** |
| **Associations, Sociétés** | **Ifois** | **111 €** |
| | **Extérieurs** | **206 €** |
| **Sociétés** | **Ifois** | **116 €** |
| | **Extérieurs** | **214 €** |
| **Assemblée de copropriétaires organisée par un syndic** | | **111 €** |
| **Groupe à vocation politique ou syndicale (2 gratuités / an, au-delà utilisation payante)** | | **206 €** |
| **CONDITIONS S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DES OCCUPANTS** | | |
| **Chauffage (facturation du 15 octobre au 15 avril)** | | **25 € (journée)** |
| **Caution de location : Pénalités demandées en cas de dégradations des locaux, du mobilier, du matériel de cuisine, non restitution des clés... En cas d'incident, la facturation sera effectuée sur la base d'un devis.** | | **200 €** |

| | |
|---|---|
| **Caution pour l'entretien des locaux :**<br>**En cas de ménage non conforme, il sera demandé au locataire de régler la remise en état des locaux. La facturation sera effectuée sur la base de 25 € de l'heure (comprenant le coût de l'agent d'entretien et des produits d'hygiène). La caution sera retournée après paiement de la facture.** | **150 €** |

En cas d'annulation

1) Pour l'ensemble des occupants, sauf associations : le versement d'arrhes à la réservation (30% du montant de la location) restera acquis à la collectivité en cas d'annulation moins de trois mois avant la date de location.
2) Pour les associations (lorsqu'elles bénéficient de la gratuité) : un préavis de 30 jours calendaires sera exigé. Passé ce délai, une pénalité de 17 € sera demandée.

| **2 – ACTIVITES ECONOMIQUES** | |
|---|---|
| **REDEVANCES** | **TARIFS** |
| **Terrasse ouverte :** | **19 €/m²/an** |
| **Permis de stationnement sur le domaine public :** | |
| Commerces ambulants ou déballeurs | **17 €/jour** |
| Démonstrateurs/posticheurs (sans estrade ni voiture) : | |
| - Les 5 premiers m² | **Forfait de 8,50 €/jour** |
| - Le m² supplémentaire (au-delà de 5 m²) | **8,50 €/m²/jour** |
| Démonstrateurs/posticheurs (avec estrade ou voiture) : | |
| - Les 5 premiers m² | **Forfait de 12 €/jour** |
| - Le m² supplémentaire (au-delà de 5 m²) | **12 €/m²/jour** |
| - Exposition de véhicule automobile (en vente ou publicitaire) | **12 €/m²/jour** |
| Emplacement réservé aux convoyeurs de fonds | **527 € /an /emplacement** |
| Installation sur domaine public de matériel/équipements nécessaires à l'activité d'entreprises sédentaires (bennes, etc.) | **0,27 €/m²/jour** |
| **Marchés hebdomadaires (Places Debussy et des Jonquilles) :** | |
| - Droit de place (par mètre linéaire et par jour, sur la base de la totalité du linéaire occupé par des produits des commerçants offerts à la vente, façade et retours compris) | **0,80 €/ml/jour** |
| - Participation aux consommations de fluides (pour tout commerçant se raccordant à la bonne marché (accès à l'eau potable et/ou électricité) | **0,50 €/jour** |

| **3 – TRAVAUX PRIVES AVEC EMPRISE SUR DOMAINE PUBLIC** | |
|---|---|
| **Occupation du domaine public pour travaux privés** (échafaudage, benne à gravats, barrières de chantier, base de vie de chantier....) | **0,27 €/m²/jour** |

## 4 – OCCUPATION DU DOMAINE COMMUNAL POUR LES MANIFESTATIONS AVEC STRUCTURES

Gratuité de l'occupation du domaine public pour des actions répondant à l'ensemble des critères cumulatifs suivants :

- Action organisée par une association à but non lucratif (loi 1901) ;
- Action ayant un objectif d'animation locale, de développement de lien social, de soutien à des actions sociales, humanitaires, caritatives, éducatives (y compris les vide-greniers et foires à tout) ;
- Accès gratuit à ces manifestations pour les visiteurs ;
- Accès réservé aux seuls exposants non professionnels en cas de manifestations regroupant des exposants.

| | |
|---|---|
| **Barnum, chalet, structure légère jusqu'à 16 m²** | **81 € par jour** |
| **Barnum, chalet, structure légère jusqu'à 32 m²** | **161 € par jour** |

## 5 – ACCUEIL DES CIRQUES, MANEGES ET ATTRACTIONS

**Une caution d'un montant de 500 € sera demandée à l'arrivée du cirque, manèges, attractions et spectacles.**

**Cirques** : un forfait comprenant chapiteau, caravanes, remorques et camions, tentes n'excédant pas 3 jours

| | |
|---|---|
| - 4ème catégorie (moins de 300 places) | 214 € |
| - 3ème catégorie (301 à 700 places) | 321 € |
| - 2ème catégorie (701 à 1 500 places) | 482 € |
| - 1ère catégorie (+ de 1 500 places) | 546 € |
| Le jour supplémentaire toute catégorie | 54 € |

**Manèges, attractions et spectacles (marionnettes...)** : chaque semaine commencée est due

| | |
|---|---|
| - Manège égal ou inférieur à 100m² - Forfait à la semaine | **54 €** |
| - Manège supérieur à 100m² - Forfait à la semaine | **107 €** |
| **Fluides :**<br>- Electricité<br>- Eau | **facturation de la consommation au réel** |

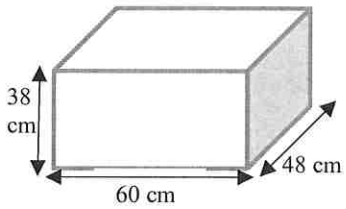
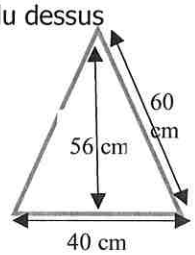
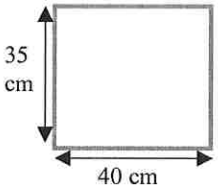
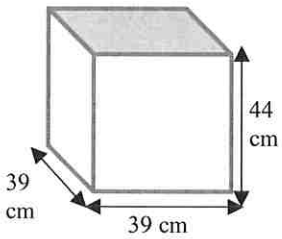
## 6 – CIMETIERES

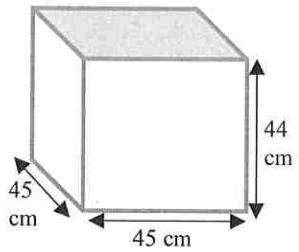
**Concession traditionnelle – 2,40 m²** (240*100 cm)
*Acquisition ou renouvellement :*

| | |
|---|---|
| - Pour 15 ans | **182 €** |
| - Pour 30 ans | **364 €** |
| - Pour 50 ans | **728 €** |

**Fourniture d'un caveau** (réservé aux particuliers – l'achat d'un caveau ne peut se faire qu'à l'occasion de l'acquisition d'une concession) Dimensions : *Cf. Règlement intérieur des cimetières d'Ifs*

| | |
|---|---|
| - Caveau simple | **932 €** |

| **Concession cinéraire en columbarium (case au mur) (hors fourniture de la plaque de fermeture)** | | | |
|---|---|---|---|
| **Dimensions intérieures** en cm (L*H*P) **et volume** | Capacité en nombre d'urnes (donnée à titre indicatif uniquement, dépendant des dimensions des urnes déposées) | **Schéma** | **Acquisition ou renouvellement** |
| Plus anciennes (zone IC) | | | |
| 48*38*60 = **109,44 litres** | **2 à 12 urnes (plus vraisemblablement 4 à 6 urnes** selon les dimensions standard) |  | 15 ans : **300 €**<br>30 ans : **600 €**<br>50 ans : **1 000 €** |
| **Plus récentes (zone S)** | | | |
| 40*35*56 / 2 = **39,20 litres** | **1 à 3 urnes (plus vraisemblablement 1 ou 2 urnes** selon les dimensions standard) | Vue du dessus<br>  <br>Vue de l'avant (ouverture)<br>  | 15 ans : **257 €**<br>30 ans : **509 €**<br>50 ans : **851 €** |
| **Fourniture d'une plaque de fermeture granit pour case au mur (Zone IC)** [gravure non incluse, fixation vis et rosaces laiton]<br>Dimensions : 51*41*2cm=0,21m² | | | **174 €** |
| **Fourniture d'une plaque de fermeture granit « Noir Afrique » pour case de columbarium (Zone S)** [gravure non incluse]<br>*Dimensions 42*35*2cm=0,15m²* | | | **126 €** |
| **Concession cinéraire en case au sol (caveau à urnes) (hors fourniture de la plaque granit)** | | | |
| **Dimensions intérieures** en cm (L*l*P) **et volume en litres** | **Capacité en nombre d'urnes** (donnée à titre indicatif uniquement, dépendant des dimensions des urnes déposées) | **Schéma** | **Acquisition ou renouvellement** |
| **Plus anciennes (zone IS 1 à 49)** | | | |
| 39*39*44 = **66,92 litres** | **1 à 5 urnes (plus vraisemblablement 2 à 4 urnes** selon les dimensions standard) |  | 15 ans : **188 €**<br>30 ans : **375 €**<br>50 ans : **626 €** |

| Plus récentes (zone IS 50 et suivants) | | | |
|---|---|---|---|
| 45*45*44 = **89,10 litres** | **1 à 6 urnes (plus vraisemblablement 2 à 4 urnes** selon les dimensions standard) |  | 15 ans : **209 €**<br>30 ans : **418 €**<br>50 ans : **696 €** |
| **Fourniture d'une plaque granit pour caveau à urnes (zone IS 50 et suivants)** [gravure non incluse] *Dimensions : 50*50*8/4cm (0,25m²)* | | | **241 €** |
| **Fourniture d'une plaque granit pour caveau à urnes (zone IS 1 à 49)** [gravure non incluse] *Dimensions : 50*50*3cm (0,25m²)* | | | **135 €** |
| **Redevance mensuelle d'occupation du caveau provisoire** | | | **59 €** |
| **Vacation de police** | | | **22 €** |

## 7 – LOCATION DE MATERIEL

La location de matériel n'est pas ouverte aux particuliers. Ce matériel ne pourra être mis à la location qu'en fonction de la disponibilité.
Hormis pour le podium et les barnums, les collectivités ainsi que les associations ifoises pourront bénéficier d'une mise à disposition gratuite dans le cadre de l'organisation de leurs manifestations ou activités.

Toute association ifoise n'ayant pas sollicité de subvention au titre de l'année en cours, devra pour bénéficier du tarif « associations » ou de la mise à disposition gratuite, présenter les documents afférents au fonctionnement de l'association (déclaration en Préfecture, statuts, budget, compte-rendu d'activité…).

| | | **Associations ifoises** | **Sociétés ifoises** | **Sociétés non ifoises** |
|---|---|---|---|---|
| **Barnum de 16 m²** | | **56 €** | **106 €** | **212 €** |
| **Barnum de 32 m²** | | **106 €** | **212 €** | **424 €** |
| **Cautions Barnums** | **16 m²** | **207 €** | | |
| | **32 m²** | **414 €** | | |

La mise à disposition des barnums sera consentie à titre gratuit pour les associations ifoises dans le cadre de manifestations organisées en collaboration avec la municipalité et ouverte aux habitants.

| | **Associations ifoises** | **Sociétés (ifoises et non ifoises)** |
|---|---|---|
| **Chaise** | **Gratuit** | **1 €** |
| **Table** | **Gratuit** | **3 €** |
| **Barrière** | **Gratuit** | **3 €** |
| **Grille d'exposition** | **Gratuit** | **3 €** |
| **Mange debout avec housse (à l'unité)** | **Gratuit** | **5 €** |
| **Sono portative** | **Gratuit** | **56 €** |
| **Projecteur à leds** | **Gratuit** | **56 €** |

| | |
|---|---|
| **Caution pour la mise à disposition de matériel**<br>**En cas d'incident, la facturation sera effectuée sur la base d'un devis.** | **200 €** |
| **Transpondeur (à l'unité)** | **75 €** |
| **Clé (à l'unité)** | **16 €** |
| Pour les associations ifoises disposant de créneaux réguliers, des transpondeurs et clés « utiles » pour l'accès aux salles municipales sont mis à disposition gratuitement dans la limite d'un nombre fixé par la Ville.<br>Les transpondeurs et/ou clés perdus ou demandés en supplément seront facturés. | |

| **8 – REPROGRAPHIES ET IMPRESSIONS DE DOCUMENTS** | | |
|---|---|---|
| A4 | Noir & blanc | 0,10 € |
| | Couleur | 0,15 € |
| A3 | Noir & blanc | 0,20 € |
| | Couleur | 0,30 € |

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**DECIDE** d'adopter les tarifs des différents services municipaux selon les éléments précités.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération et notamment des règlements spécifiques (location de salles, de matériel...), contrats de location ainsi que d'éventuelles conventions d'indemnisation (dans les cas où le montant des frais de remise en état suite à des dégradations est supérieur au montant de la caution, ou en cas de refus de l'assurance du locataire de prendre en charge l'indemnisation de la Ville).

**7 – ÉLECTIONS - MISE À DISPOSITION DES SALLES MUNICIPALES POUR LES CANDIDATS**

Les services municipaux sont régulièrement sollicités en vue de la mise à disposition de salles municipales destinées à accueillir des réunions publiques à caractère politique, tout particulièrement à l'approche des scrutins électoraux.

L'article L.52-8 du code électoral prohibe les dons en nature consentis par les personnes morales de droit public ou privé pour le financement de la campagne électorale d'un candidat. Le prêt gratuit d'une salle municipale est assimilé à un don en nature, sauf si chaque candidat peut en bénéficier dans les mêmes conditions.

L'approche des élections européennes imposent la mise en place d'un dispositif garantissant le respect du cadre législatif et l'équité entre les candidats.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à accueillir les réunions publiques préparatoires aux élections européennes 2024 et de définir les modalités de mise à disposition de salles communales.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2144-3 ;
**VU** le Code Electoral et notamment son article L.52-8 ;
**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'optimiser les conditions de mise à disposition des salles municipales en période préélectorale et électorale et de garantir une parfaite égalité de traitement entre les différents demandeurs ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'encadrer ces mises à disposition pour assurer la liberté d'expression politique sans préjudicier au fonctionnement des équipements concernés ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**ACCEPTE** de mettre à disposition des différents candidats ou leurs représentants les salles municipales pour l'organisation des réunions politiques publiques lors des élections européennes organisées en 2024.

**PRECISE** que cette mise à disposition s'établira de la manière suivante :

- Concernant les réunions internes : mise à disposition gratuite et sans limitation, selon la disponibilité des salles ;
- Concernant les réunions publiques, à compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé aux européennes et jusqu'à l'ouverture de la campagne officielle : mise à disposition gratuite et sans limitation, selon leur disponibilité, de la salle François Mitterrand et de la salle de sport de l'école Jules Verne ;
- Pendant la période de campagne officielle : mise à disposition gratuite de la salle François Mitterrand et de la salle de sport de l'école Jules Verne, dans la limite de trois réunions publiques, deux semaines avant le scrutin.
- La mise à disposition gratuite inclut le matériel disponible dans la salle sollicitée (sonorisation, vidéoprojecteur, tables, chaises).

**PRECISE** que ces mises à disposition de salles municipales ne pourront être accordées que si elles sont compatibles avec les nécessités liées à l'administration des propriétés communales, au fonctionnement des services ou au maintien de l'ordre public. De plus, elles seront soumises à un accord préalable. Les demandes de mise à disposition de salles municipales, afin d'organiser les réunions publiques, devront être adressées à Monsieur le Maire par écrit, au plus tard deux semaines avant la tenue de la réunion projetée.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

## 8 – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES LOCAUX DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL (CTM) DE LA VILLE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER - AVENANT N°2

Pour faire suite à la création au 1er janvier 2017 de la communauté urbaine Caen la mer, et dans le cadre des compétences transférées, la Ville met à disposition de cette dernière une partie du Centre Technique Municipal. La surface a été évaluée au prorata des missions relevant des compétences voirie et espaces verts à 34,65%, soit 525 m².

Par délibération n°2021-002 du 1er février 2021, la Ville a renouvelé cette mise à disposition pour une durée de six ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, moyennant une redevance forfaitaire annuelle.

Par délibération n°2022-043 du 16 mai 2022, la Ville a signé un avenant n°1 afin de procéder à des travaux d'aménagement pour l'installation de quatre agents communautaires au sein du Centre Technique Municipal.

Dans un contexte d'augmentation des charges, le calcul du montant de la redevance a été réévalué afin de tenir compte de l'évolution du coût de l'énergie.

Il convient donc de proposer au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention de mise à disposition du Centre Technique Municipal avec la communauté urbaine Caen la mer, permettant de réévaluer celle-ci.

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté urbaine ;
**VU** la délibération n°2021-002 du 1er février 2021 portant sur le renouvellement de la convention de mise à disposition du Centre Technique Municipal (CTM) au profit des services de Caen la mer pour l'exercice de ses compétences dans le domaine de la voirie et des espaces verts ;
**VU** la délibération n°2022-043 du 16 mai 2022 portant sur la signature de l'avenant n°1 de la convention de mise à disposition du Centre Technique Municipal (CTM) ;

**VU** le projet d'avenant à la convention annexé portant sur la réévaluation des charges ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réévaluer les charges afin de tenir compte de l'évolution du coût de l'énergie ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**APPROUVE** les termes de l'avenant de la convention de mise à disposition des locaux du CTM.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec la communauté urbaine Caen la mer l'avenant à la convention de mise à disposition des locaux du CTM, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**9 – COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER – COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) – APPROBATION DES RAPPORTS N°2-2023, N°3-2023 ET N°4-2023 DU 13 SEPTEMBRE 2023**

Au 1er janvier 2017, a été créée la Communauté Urbaine Caen la mer issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Caen la mer avec les deux Communautés de Communes Entre Thue et Mue et Plaine Sud de Caen ainsi que de l'extension à la commune de Thaon et au territoire de celle de Troarn. Cinquante communes forment désormais la Communauté Urbaine Caen la mer, après création de la communauté nouvelle de Rots au 1er janvier 2016 et des deux communes nouvelles Thue et Mue et Salines au 1er janvier 2017.

L'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la Communauté Urbaine a également défini l'ensemble des compétences obligatoires et optionnelles de cette dernière, entrainant un transfert de charges et de produits, s'agissant notamment de la compétence voirie.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 13 septembre 2023 afin de corriger une erreur matérielle dans le cadre du calcul des charges associées en lien avec la mutualisation des ateliers techniques de la Ville de Caen (rapport n°2-2023), au retour de la compétence « cimetière » aux communes (rapport n°3-2023), et enfin, à la création du service commun Palais des Sports (rapport n°4-2023).

Les rapports complets de la CLECT sont annexés à la présente délibération.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver les rapports n°2-2023, n°3-2023 et n°4-2023.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la Communauté Urbaine Caen la mer ;
**VU** l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;
**VU** le rapport de la CLECT n°2-2023 portant sur la correction d'une erreur matérielle dans le cadre du calcul des charges associées en lien avec la mutualisation des ateliers techniques de la Ville de Caen ;
**VU** le rapport de la CLECT n°3-2023 relatif au retour de la compétence « cimetière » aux communes ;
**VU** le rapport de la CLECT n°4-2023 portant sur le transfert de charges suite à la création du service commun Palais des Sports ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de se prononcer sur les rapports de la CLECT n°2-2023, n°3-2023 et n°4-2023 du 13 septembre 2023 ;

**CONSIDERANT** que les conseils municipaux des communes membres doivent délibérer pour approuver les évaluations des transferts de charges et de produits afin de permettre à la communauté urbaine de fixer le montant des attributions de compensation ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**APPROUVE** le rapport n°2-2023 portant sur la correction d'une erreur matérielle dans le cadre du calcul des charges associées en lien avec la mutualisation des ateliers techniques de la Ville de Caen.

**APPROUVE** le rapport n°3-2023 relatif au retour de la compétence « cimetière » aux communes.

**APPROUVE** le rapport °4-2023 portant sur le transfert de charges suite à la création du service commun Palais des Sports.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**10 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SERVITUDES ENEDIS**

Dans le cadre de la réalisation d'un parc éolien à Conteville, situé à proximité de la commune d'Ifs, ENEDIS a saisi la Ville d'une demande de servitude de passage sur le chemin rural n°16 appartenant à la Ville afin de lui reconnaître les droits suivants :

- Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 480 mètres ainsi que ses accessoires ;
- Etablir si besoin des bornes de repérage ;
- Sans coffret ;
- Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur ;
- Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Cette convention de servitude, à titre gratuit, n'apporte pas de gêne particulière.

Elle entre dans le cadre de l'article L.2122 du Code de la Propriété des Personnes Publiques qui autorise des servitudes conventionnelles sur le Domaine Public.

Au regard des éléments exposés, il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée qui ne comporte aucun engagement financier.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le projet de convention de servitude ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes avec ENEDIS.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**11 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS**

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.
Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé ;
- La catégorie hiérarchique dont l'emploi relève ;
- Pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (.../35ème).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent par ailleurs recruter, en application de l'article n°3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente d'un recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

La présente modification du tableau du personnel comporte la suite des modifications de postes pour les emplois du péri et extrascolaire, de l'entretien et de la restauration (postes d'adjoints techniques et d'adjoints d'animation) en lien avec le nouveau calendrier scolaire 2023 – 2024. La modification du tableau du personnel intègre également un certain nombre d'autres modifications afin de remettre à jour le tableau du personnel communal.

Créations de poste pour faire suite à :
- Une modification de la durée hebdomadaire d'un agent : 1 poste d'adjoint d'animation à TNC (28h) ;
- Pour répondre au recrutement d'un agent au service Animation du Territoire : 1 poste d'adjoint d'animation à temps complet (35h) ;
- Pour répondre au recrutement d'un agent au Marchés publics / urbanismes : 1 poste d'adjoint administratif à temps complet (35h).

Il est nécessaire de procéder à la suppression de postes vacants pour faire suite à :
- Des mouvements de personnels (départs, arrivées) ;
- Un départ à la retraite ;
- Des modifications de la durée hebdomadaire de travail ;
- Suite au recrutement sur un autre grade.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;
**VU** l'avis du comité social territorial en date du 6 novembre 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs des emplois permanents pour faire suite aux modifications, créations et suppressions pour les raisons précitées ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée les créations et modifications des emplois permanents suivants :

| Service | Cadre d'emploi | Grade | Cat. | Temps travail | Nombre de postes |
|---|---|---|---|---|---|
| Animation du Territoire | Adjoints d'animation | Adjoint d'animation | C | TC | 1 |
| PEE et Enfance Jeunesse | Adjoints d'animation | Adjoint d'animation | C | 28h | 1 |
| Cadre de Vie et Environnement | Adjoints administratifs territoriaux | Adjoint administratif | C | TC | 1 |

Monsieur le Maire propose à l'assemblée les suppressions des emplois permanents suivants :

| Service | Cadre d'emploi | Grade | Cat. | Temps travail | Nombre de postes |
|---|---|---|---|---|---|
| Animation du Territoire | Attachés territoriaux | Attaché | A | TC | 1 |
| | Rédacteurs territoriaux | Rédacteur principal 2ème classe | B | TC | 1 |
| | | Rédacteur principal 1ère classe | B | TC | 1 |
| | | Animateur principal 1ère classe | B | TC | 1 |
| Cadre de Vie et Environnement | Rédacteurs territoriaux | Rédacteur principal 2ème classe | B | TC | 1 |
| | Adjoints techniques | Adjoint technique | C | TC | 1 |
| | | Adjoint technique principal 1ère classe | C | TC | 1 |
| Ressources Humaines | Adjoints administratifs territoriaux | Adjoint administratif (accroissement temporaire d'activité) | C | TC | 1 |
| Développement Local (CSC) | Adjoints administratifs territoriaux | Adjoint d'administratif principal 1ère classe | C | TC | 1 |
| PEE et Enfance Jeunesse | Adjoints d'animation | Adjoint d'animation | C | 5h36 | 1 |
| | | Adjoint d'animation | C | 5h53 | 2 |
| | | Adjoint d'animation | C | 11h58 | 1 |
| | | Adjoint d'animation | C | 8h25 | 5 |
| Police Municipale | Agents de Police | Brigadier-Chef principal | C | TC | 1 |
| Culture (EMMD) | Assistants d'enseignement artistique | Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe | B | 5h45 | 1 |
| | | Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe | B | 14h15 | 1 |
| | | Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe | B | 15h | 1 |
| Culture (EMMD) | Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe | Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe | B | 17h | 1 |

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**DECIDE** de créer et de supprimer les emplois permanents tels que présentés ci-dessus.

**ACCEPTE** de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents comme suit :

| CADRE D'EMPLOI GRADE | Ancienne situation 25/09/2023 | | Nouvelle situation 13/11/2023 | |
|---|---|---|---|---|
| **Filière administrative** | | | | |
| **Directeur Général des Services (cat A)** | | | | |
| Directeur Général des Services (10000 à 20000 habitants) (*) | TC | 1 | TC | 1 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Attachés (cat A)** | | | | |
| Attaché | **TC** | **6** | **TC** | **5** |
| Attaché principal | TC | 1 | TC | 1 |
| **Rédacteurs (cat B)** | | | | |
| Rédacteur | TC | 9 | TC | 9 |
| Rédacteur Principal 2ème classe | **TC** | **6** | **TC** | **4** |
| Rédacteur Principal 1ère classe | **TC** | **2** | **TC** | **1** |
| **Adjoints Administratifs (cat C)** | | | | |
| Adjoint Administratif | **TC** | **7** | **TC** | **7** |
| Adjoint Administratif | 28h00 | 3 | 28h00 | 3 |
| Adjoint Administratif | 22h00 | 1 | 22h00 | 1 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | TC | 7 | TC | 7 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 30h00 | 1 | 30h00 | 1 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 26h00 | 1 | 26h00 | 1 |
| Adjoint Administratif Principal 1ère classe | **TC** | **5** | **TC** | **4** |
| **Filière technique** | | | | |
| **Techniciens (cat B)** | | | | |
| Technicien | TC | 4 | TC | 4 |
| **Adjoints Techniques (cat C)** | | | | |
| Adjoint Technique | **TC** | **5** | **TC** | **4** |
| Adjoint Technique | 6h07 | 2 | 6h07 | 2 |
| Adjoint Technique | 7h12 | 1 | 7h12 | 1 |
| Adjoint Technique | 9h51 | 1 | 9h51 | 1 |
| Adjoint Technique | 10h18 | 1 | 10h18 | 1 |
| Adjoint Technique | 11h00 | 1 | 11h00 | 1 |
| Adjoint Technique | 14h51 | 1 | 14h51 | 1 |
| Adjoint Technique | 15h30 | 1 | 15h30 | 1 |
| Adjoint Technique | 16h37 | 1 | 16h37 | 1 |
| Adjoint Technique | 17h55 | 1 | 17h55 | 1 |
| Adjoint Technique | 19h30 | 1 | 19h30 | 1 |
| Adjoint Technique | 19h32 | 1 | 19h32 | 1 |
| Adjoint Technique | 19h36 | 1 | 19h36 | 1 |
| Adjoint Technique | 24h56 | 1 | 24h56 | 1 |
| Adjoint Technique | 27h57 | 1 | 27h57 | 1 |
| Adjoint Technique | 28h | 3 | 28h | 3 |
| Adjoint Technique | 28h22 | 1 | 28h22 | 1 |
| Adjoint Technique | 28h45 | 1 | 28h45 | 1 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Adjoint Technique | 28h49 | 1 | 28h49 | 1 |
| Adjoint Technique | 29h43 | 1 | 29h43 | 1 |
| Adjoint Technique | 30h23 | 1 | 30h23 | 1 |
| Adjoint Technique | 31h00 | 1 | 31h00 | 1 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | TC | 11 | TC | 11 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | 31h30 | 2 | 31h30 | 2 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | 30h00 | 1 | 30h00 | 1 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | **TC** | **9** | **TC** | **8** |
| **Filière sociale** | | | | |
| **Educateurs de jeunes enfants (cat A)** | | | | |
| Educateur de Jeunes Enfants | TC | 1 | TC | 1 |
| Educateur de Jeunes Enfants | 28h00 | 1 | 28h00 | 1 |
| Educateur de Jeunes Enfants Cat. Exceptionnelle | TC | 1 | TC | 1 |
| **Assistants socio-éducatifs (cat A)** | | | | |
| Assistant socio-éducatif | 10h30 | 1 | 10h30 | 1 |
| **ATSEM (cat C)** | | | | |
| ATSEM principal 2ème classe | TC | 3 | TC | 3 |
| ATSEM principal 2ème classe | 17h30 | 1 | 17h30 | 1 |
| ATSEM principal 1ère classe | TC | 4 | TC | 4 |
| **Filière médico-sociale** | | | | |
| **Puéricultrices (cat A)** | | | | |
| Puéricultrice | TC | 1 | TC | 1 |
| Puéricultrice hors classe | TC | 1 | TC | 1 |
| **Infirmiers (cat A)** | | | | |
| Infirmier en soins généraux | TC | 1 | TC | 1 |
| **Auxiliaires de puériculture (cat B)** | | | | |
| Auxiliaire de puériculture de classe normale | TC | 4 | TC | 4 |
| Auxiliaire de puériculture de classe normale | 28h00 | 1 | 28h00 | 1 |
| Auxiliaire de puériculture de classe supérieure | TC | 2 | TC | 2 |
| Auxiliaire de puériculture de classe supérieure | 28h00 | 1 | 28h00 | 1 |
| **Agents sociaux (cat C)** | | | | |
| Agent social | 28h00 | 3 | 28h00 | 3 |
| Agent social | 23h30 | 1 | 23h30 | 1 |
| Agent social principal 2ème classe | TC | 2 | TC | 2 |
| Agent social principal 2ème classe | 31h | 1 | 31h | 1 |
| **Filière animation** | | | | |
| **Animateurs (cat B)** | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Animateur | TC | 5 | TC | 5 |
| Animateur Principal 2ème classe | TC | 1 | TC | 1 |
| Animateur Principal 1ère classe | **TC** | **2** | **TC** | **1** |
| **Adjoints d'Animation (cat C)** | | | | |
| Adjoint Animation | **TC** | **7** | **TC** | **8** |
| Adjoint Animation | 5h25 | 1 | 5h25 | 1 |
| Adjoint Animation | **5h36** | **13** | **5h36** | **12** |
| Adjoint Animation | **5h53** | **4** | **5h53** | **2** |
| Adjoint Animation | 6h15 | 3 | 6h15 | 3 |
| Adjoint Animation | 6h39 | 1 | 6h39 | 1 |
| Adjoint Animation | 8h55 | 1 | 8h55 | 1 |
| Adjoint Animation | 9h20 | 1 | 9h20 | 1 |
| Adjoint Animation | 10h05 | 1 | 10h05 | 1 |
| Adjoint Animation | 10h27 | 3 | 10h27 | 3 |
| Adjoint Animation | 11h26 | 3 | 11h26 | 3 |
| Adjoint Animation | 11h34 | 1 | 11h34 | 1 |
| Adjoint Animation | **11h58** | **1** | **11h58** | **0** |
| Adjoint Animation | 12h15 | 1 | 12h15 | 1 |
| Adjoint Animation | 14h02 | 1 | 14h02 | 1 |
| Adjoint Animation | 14h18 | 2 | 14h18 | 2 |
| Adjoint Animation | 16h45 | 1 | 16h45 | 1 |
| Adjoint Animation | 17h17 | 1 | 17h17 | 1 |
| Adjoint Animation | 18h06 | 2 | 18h06 | 2 |
| Adjoint Animation | 20h23 | 1 | 20h23 | 1 |
| Adjoint Animation | 25h00 | 1 | 25h00 | 1 |
| Adjoint Animation | **28h00** | **0** | **28h00** | **1** |
| Adjoint Animation | 25h42 | 1 | 25h42 | 1 |
| Adjoint Animation principal de 2ème classe | 18h00 | 2 | 18h00 | 2 |
| Adjoint Animation principal de 2ème classe | 34h45 | 1 | 34h45 | 1 |
| Adjoint Animation principal de 2ème classe | TC | 3 | TC | 3 |
| Adjoint d'animation (Petites vacances) | 48h00 maxi | 20 | 48h00 maxi | 20 |
| Adjoint d'animation (Mercredis) | **8h25** | **10** | **8h25** | **5** |
| **Filière Sécurité** | | | | |
| **Chefs de service de police (cat B)** | | | | |
| Chef de service de PM principal 2ème classe | TC | 1 | TC | 1 |
| **Agents de police (cat C)** | | | | |
| Brigadier-Chef Principal | **TC** | **5** | **TC** | **4** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Gardien Brigadier | TC | 1 | TC | 1 |
| **Filière Culturelle** | | | | |
| **Assistant d'enseignement artistique (cat B)** | | | | |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 2h00 | 1 | 2h00 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 5h30 | 1 | 5h30 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | **5h45** | **1** | **5h45** | **0** |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 6h00 | 1 | 6h00 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 7h00 | 2 | 7h00 | 2 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 10h15 | 1 | 10h15 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 11h15 | 1 | 11h15 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | 13h00 | 1 | 13h00 | 1 |
| Assistant Principal EA 2ème classe | **14h15** | **1** | **14h15** | **0** |
| Assistant Principal EA 2ème classe | **15h** | **2** | **15h** | **1** |
| Assistant Principal EA 2ème classe (20h) | TC | 1 | TC | 1 |
| Assistant Principal EA 1ère classe (20h) | TC | 2 | TC | 2 |
| Assistant Principal EA 1ère classe | 10h30 | 1 | 10h30 | 1 |
| Assistant Principal EA 1ère classe | 12h30 | 2 | 12h30 | 2 |
| Assistant Principal EA 1ère classe | **17h00** | **1** | **17h00** | **0** |

*Madame Caplier quitte la séance et donne pouvoir à Monsieur le Maire.*

## 12 – COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER - MISE À DISPOSITION DESCENDANTE DE SERVICES AUPRÈS DES COMMUNES MEMBRES – VALIDATION DE LA CONVENTION 2023/2026

Pour faire suite à la création au 1er janvier 2017 de la Communauté Urbaine Caen la mer et en application de l'article L5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est apparu opportun, dans le cadre d'une bonne organisation des services, que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) puisse mettre ses services en partie à disposition de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences.

Pour notre Ville, il s'agit principalement des activités suivantes :
- Logistique et manifestations ;
- Entretien des espaces non transférés (mobilier des aires de jeux par exemple)

A cet effet, une convention de mise à disposition de service a été conclue pour les années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 entre l'EPCI et chaque commune intéressée pour fixer, notamment, les conditions de remboursement par la commune de la mise à disposition des frais de fonctionnement dudit service.

Pour les années 2023 à 2026, il s'avère nécessaire, de valider, à nouveau, pour cette période et selon des modalités financières précisées en son sein, une convention pluriannuelle de mise à disposition de service entre l'EPCI et la Ville d'Ifs permettant ainsi un calcul sur l'année N.

Le projet de convention, figurant en annexe, précise les conditions d'application des mises à disposition de service, et notamment :
- La définition du coût unitaire qui est calculé par grade et qui comprend les charges de personnel ainsi que les frais de fonctionnement de service estimés à 10% du montant des frais de personnel ;
- Les modalités de remboursement proposées sur la base d'un versement annuel.

La présente convention de mise à disposition de service prend effet à compter du 1er janvier 2023 et pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Pour chaque commune membre concernée, une fiche recensant les besoins de services par grade est établie.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-1 III ;
**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 portant création de la communauté urbaine Caen la mer ;
**VU** la délibération du conseil communautaire du 30 janvier 2020 portant approbation de la convention de mise à disposition de services auprès des communes membres ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la création de la Communauté Urbaine Caen la mer au 1er janvier 2017 ;

**CONSIDERANT** la volonté de la Communauté Urbaine Caen la mer de mettre ses services en partie à disposition de ses communes membres ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de valider les modalités de mise à disposition des services de Caen la mer au profit de la Ville d'Ifs ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**APPROUVE** les termes de la convention de mise à disposition de service des agents intercommunaux affectés à la mission « espaces publics communautaires » auprès de la Ville d'Ifs.

**APPROUVE** les listes de besoins de service figurant en annexes.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont prévus et inscrits au budget au chapitre 012.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

## 13 – RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024 – RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS

La Ville d'Ifs, comptant plus de 10 000 habitants, pratique depuis 2012 un mode de recensement annuel de sa population. Alors que, jusqu'en 2010, un recensement exhaustif de la population avait lieu tous les cinq ans, l'enquête est, depuis 2012, réalisée auprès d'un échantillon de logements. Sur un cycle de cinq années, 40% des logements sont enquêtés, soit 8% par campagne annuelle de recensement.

Pour 2024, l'échantillon tiré au sort par l'INSEE est de 501 logements. L'enquête, qui se déroulera du 18 janvier au 24 février 2024, nécessitera donc le recrutement par la Ville de deux agents recenseurs dont il convient ici de fixer le mode de rémunération.

Le montant de la dotation forfaitaire attribuée par l'INSEE à la commune pour l'enquête annuelle de recensement 2024 est fixé à environ 2 131 €.

Il est proposé de rémunérer chaque agent selon le barème suivant (montants bruts) :

- 1,45 € par bulletin individuel ;
- 1,45 € par feuille de logement (logement enquêté, vacant, adresse collective, feuille de logement non enquêtée et feuille d'adresse non-enquêtée) ;
- 30 € par demi-journée de formation ;
- 50 € pour la tournée de reconnaissance
- 100 € d'indemnité forfaitaire.

L'indemnité forfaitaire a pour objet de dédommager les agents recenseurs notamment pour leurs frais de déplacement occasionnés au cours de la période de recensement. Elle n'est versée à l'agent recenseur que si la totalité de la mission est exécutée, sauf cas de force majeure laissé à l'appréciation de la collectivité.

Il est proposé au conseil municipal d'accepter la rémunération des agents recenseurs, selon le barème ci-dessus exposé.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et ses décrets d'application ;
**VU** les instructions et informations communiquées par l'INSEE ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** l'obligation qui en découle pour la Ville d'Ifs d'organiser un recensement entre le 18 janvier et le 24 février 2024 ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au recrutement de deux agents recenseurs.

**ACCEPTE** de rémunérer les agents recenseurs selon le barème proposé (montants bruts) et d'inscrire les sommes correspondantes au budget de la Ville pour l'exercice 2024 :

- 1,45 € par bulletin individuel ;
- 1,45 € par feuille de logement (logement enquêté, vacant, adresse collective, feuille de logement non enquêtée et feuille d'adresse non-enquêtée) ;
- 30 € par demi-journée de formation ;
- 50 € pour la tournée de reconnaissance
- 100 € d'indemnité forfaitaire.

**PREND ACTE** de la dotation versée par l'INSEE, d'un montant d'environ 2 131 €, qui sera inscrite au budget 2024.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

## 14 – AVENANT À LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DE PREVOYANCE

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Dans le domaine de la prévoyance, après avoir recueilli l'avis du comité technique, la collectivité souhaite participer au financement des garanties de protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation.

La présente convention a pour objet d'accorder une couverture « maintien de salaire » complémentaire aux régimes de base des agents titulaires et contractuels, en activité, en cas d'incapacité temporaire de travail. Des garanties telles que l'invalidité, la perte de retraite, le décès et la rente d'éducation pourront s'ajouter dès lors qu'elles auront été choisies par les agents.

Cette prestation entraîne, si elle est souscrite par l'agent, la participation forfaitaire mensuelle de la Ville d'Ifs à hauteur de 9 €.

L'assiette de calcul des cotisations correspond au salaire de référence composé des éléments suivants : traitement de base ou traitement de base +régime indemnitaire, au choix de l'agent.

Le contrat a été souscrit auprès de TERRITORIA MUTUELLE pour 6 ans couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025.

Pour maintenir l'équilibre technique du contrat et permettre aux agents de continuer à bénéficier de cette protection, TERRITORIA MUTUELLE a envoyé un courrier à la Ville stipulant qu'elle prévoyait une augmentation des tarifs de 10 % à compter du 1er janvier 2024. A défaut, la collectivité devait trouver un autre opérateur pour le 1er janvier 2024.

Après analyse, il est envisagé de poursuivre le contrat avec TERRITORIA MUTUELLE en 2024 malgré l'augmentation de 10% des cotisations.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le projet d'avenant de convention majorant les taux de cotisation de 10% à compter du 1er janvier 2024.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le code des assurances, notamment son article L. 310-12-2 ;
**VU** le code des marchés publics ;
**VU** le code de la mutualité, notamment son livre II ;
**VU** le code de la sécurité sociale ;
**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 22 bis ;
**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2 ;
**VU** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
**VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant dans le cas d'une convention de participation ;
**VU** la délibération n°219-043 en date du 13 mai 2019 portant convention de mandat avec le CCAS d'Ifs pour la complémentaire « prévoyance » ;
**VU** la délibération n°2019-028 en date du 28 mai 2019 du Conseil d'Administration du CCAS d'Ifs portant convention de mandat avec la ville d'Ifs pour la complémentaire « prévoyance » ;
**VU** la délibération n°2019-077 en date du 23 septembre 2019 portant sur la désignation d'un opérateur pour la mise en place d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale prévoyance au profit des agents de la Ville d'Ifs et du CCAS ;
**VU** l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 novembre 2023 ;
**VU** l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 9 novembre 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la volonté de la Ville et du CCAS de continuer cette convention avec Territoria Mutuelle ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**DECIDE** de signer l'avenant à la convention de participation pour la protection sociale prévoyance avec la société Territoria Mutuelle.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

## 15 – PARTICIPATION POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRAT DE PREVOYANCE AU PROFIT DES AGENTS DE LA VILLE D'IFS ET DU CCAS

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Le contrat a été souscrit auprès de TERRITORIA MUTUELLE pour 6 ans couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025. Forfaitairement tous les agents qui bénéficient d'un régime de prévoyance perçoivent une participation mensuelle de 9 €.

Dans le domaine de la prévoyance, après avoir recueilli l'avis du Comité Social Territorial, compte tenu de l'augmentation du taux de cotisation de 10 %, la collectivité souhaite augmenter sa participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire.

La collectivité souhaite ainsi passer sa participation mensuelle de 9 € à 10 € à compter du 1er janvier 2024.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver cette augmentation de cette participation forfaitaire mensuelle au profit des agents de la Ville d'Ifs et du CCAS.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le code des assurances, notamment son article L. 310-12-2 ;
**VU** le code des marchés publics ;
**VU** le code de la mutualité, notamment son livre II ;
**VU** le code de la sécurité sociale ;
**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 22 bis ;
**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2 ;
**VU** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
**VU** l'arrêté du 8 novembre 2011 relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant dans le cas d'une convention de participation ;
**VU** la délibération n°219-043 en date du 13 mai 2019 portant convention de mandat avec le CCAS d'Ifs pour la complémentaire « prévoyance » ;
**VU** la délibération n°2019-028 en date du 28 mai 2019 du Conseil d'Administration du CCAS d'Ifs portant convention de mandat avec la ville d'Ifs pour la complémentaire « prévoyance » ;
**VU** la délibération n°2019-077 en date du 23 septembre 2019 portant sur la désignation d'un opérateur pour la mise en place d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale prévoyance au profit des agents de la Ville d'Ifs et du CCAS ;
**VU** l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 novembre 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la volonté de la Ville et du CCAS de compenser cette augmentation vis-à-vis des agents ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**FIXE** le montant de la participation de la Ville et du CCAS d'Ifs à 10 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

## 16 – ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS (ACM) EXTRASCOLAIRES 3-12 ANS – CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « LA RONDE DES BAMBINS » POUR L'ACCUEIL DES ENFANTS IFOIS DURANT LES VACANCES DE NOËL 2023

La Ville d'Ifs organise des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) 3-12 ans les mercredis et durant les vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne. Depuis plusieurs années, la Ville ne propose pas d'ouverture durant les vacances de Noël.

Ainsi, la Ville entretient depuis 7 ans un partenariat avec l'association La Ronde des Bambins permettant aux jeunes Ifois de bénéficier d'un accueil durant les périodes de vacances de Noël sans surcoût pour les familles.

Depuis 2018, l'association La Ronde des Bambins ne propose qu'une semaine d'ouverture durant la période de vacances. En 2023, il s'agira de la semaine du 2 au 5 janvier 2024.

Ainsi, afin de répondre au besoin des familles pour la période des vacances de Noël, et au vu de la satisfaction des familles et des enfants pour ce service, la Ville d'Ifs souhaite reconduire ce partenariat en 2023 selon les mêmes modalités mises en œuvre depuis 7 ans. Celles-ci sont précisées dans le cadre d'une convention dont les principes généraux sont les suivants :

- les enfants ifois seront accueillis durant les vacances de Noël (du mardi 2 au vendredi 5 janvier 2024) au sein des ACM de La Ronde des Bambins dans le cadre des conditions définies par le règlement intérieur de la structure d'accueil ;
- afin de faciliter les inscriptions des familles et la gestion administrative de l'association La Ronde des Bambins, le service Education proposera, sous réserve de validation des familles, de transmettre les dossiers d'inscription des enfants à l'association ;
- les familles effectueront les démarches administratives pour la présence de leur(s) enfant(s) directement auprès de l'association (inscription et annulation) ;
- chaque famille devra adhérer à l'association. Dans le cadre du partenariat, l'association propose un tarif préférentiel pour les familles ifoises ;
- la facturation sera établie par l'association La Ronde des Bambins selon la tarification définie dans leur règlement intérieur.

Le système de tarification diffère entre les deux structures :

- coûts des journées et demi-journées ;
- quotients familiaux ;
- adhésion à l'association.

La Ville souhaite que les familles ifoises n'aient pas à supporter la différence de tarification entre les deux structures. Par conséquent, l'association enverra les factures aux familles à hauteur des tarifs ifois et une facture globale à la Ville pour le reste dû. L'adhésion à l'association restera à la charge des familles.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à renouveler le partenariat avec l'association La Ronde des Bambins, selon les mêmes modalités que les années précédentes, afin de répondre à un besoin exprimé par les familles ifoises pour la garde de leur(s) enfant(s) durant les vacances de Noël 2023.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le Code de la Famille et de l'Action Sociale ;
**VU** l'article D 521-1 du Code de l'Education ;
**VU** la délibération du conseil municipal n°2015-037 du 30 mars 2015 relative à l'adoption du Projet Educatif Global ;
**VU** le projet éducatif des ACM extrascolaires d'Ifs ;
**VU** les règlements intérieurs des ACM extrascolaires de la Ville d'Ifs et de l'association La Ronde des Bambins ;
**VU** l'avis de la commission « Jeunesse et Sports » réunie le 8 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** la fermeture annuelle des ACM 3-12 ans d'Ifs durant les vacances de Noël 2023 ;

**CONSIDERANT** le besoin exprimé par des familles ifoises pour la garde de leur(s) enfant(s) lors de ces périodes de vacances et la volonté municipale d'y répondre ;

**CONSIDERANT** la possibilité des ACM de La Ronde des Bambins d'accueillir les enfants ifois avec des modalités de fonctionnement et des valeurs éducatives similaires à celles de la Ville d'Ifs ;

**CONSIDERANT** la satisfaction des familles et des enfants, relative à la mise en place de ce partenariat ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à renouveler le partenariat avec l'association La Ronde des Bambins relatif à l'accueil des enfants ifois au sein de l'ACM de l'association, du mardi 2 au vendredi 5 janvier 2024, durant la période de fermeture annuelle des ACM 3-12 ans.

**ACTE** la prise en charge par la collectivité du surplus financier lié aux tarifications différentes des deux structures afin que les familles ifoises n'aient pas à supporter de coût supplémentaire.

**DIT** que le montant de cette prise en charge sera imputé au budget de la Ville sur le compte 6288.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à mener à bien toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## 17 – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION LA RONDE DES BAMBINS

La Ville d'Ifs organise des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) 3-12 ans les mercredis et durant les vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne. Depuis plusieurs années, la Ville ne propose pas d'ouverture durant les vacances de Noël.

Ainsi, la Ville entretient depuis 7 ans un partenariat avec l'association La Ronde des Bambins permettant aux jeunes Ifois de bénéficier d'un accueil durant la période des vacances de Noël sans surcoût pour les familles. Depuis 2018, l'association La Ronde des Bambins ne propose qu'une semaine d'ouverture durant la période de vacances. En 2023, il s'agira de la semaine du 2 au 5 janvier 2024.

Ainsi, afin de répondre à cette demande, et au vu de la satisfaction des familles et des enfants, la Ville d'Ifs souhaite reconduire ce partenariat en 2023 selon les mêmes modalités mises en œuvre depuis 7 ans et précisées dans le cadre d'une convention.

Cette année, l'association sollicite la Ville pour l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 800 € afin de financer une partie des frais inhérents à cet accueil au vu de l'inflation des coûts matériels et humains qu'elle doit supporter et afin de pouvoir répondre à un maximum de demandes de familles ifoises.

La Ville souhaite que l'association puisse les accueillir dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce contexte, il est proposé au conseil municipal d'autoriser le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 800 € à l'association La Ronde des Bambins.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le Code de la Famille et de l'Action Sociale ;
**VU** l'article D 521-1 du Code de l'Education ;
**VU** la délibération du conseil municipal n°2015-037 du 30 mars 2015 relative à l'adoption du Projet Educatif Global ;
**VU** le projet éducatif des ACM extrascolaires d'Ifs ;
**VU** la délibération n°2023-113 en date du 13 novembre 2023 relative au renouvellement de la convention de partenariat avec l'association La Ronde des Bambins ;
**VU** l'avis de la commission « Jeunesse et Sports » réunie le 8 novembre 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 9 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** les besoins de garde, exprimés par les familles ifoises, durant les vacances de Noël ;

**CONSIDERANT** la satisfaction des familles, des enfants et de la Ville d'Ifs, relative à la mise en place du partenariat entre la Ville et l'association La Ronde des Bambins ;

**CONSIDERANT** l'inflation des coûts humains et matériels supportés par l'association La Ronde des Bambins ;

**CONSIDERANT** la demande de soutien financier exceptionnel de l'association La Ronde des Bambins ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**AUTORISE** la Ville à attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 800 € à l'association La Ronde des Bambins.

**DIT** que le règlement sera effectué sur le budget de la Ville.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à mener à bien toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**18 – ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCÉE RABELAIS – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE**

L'association sportive du Lycée Rabelais s'est qualifiée pour le championnat de France UNSS (Union Nationale du Sport Scolaire) d'escalade en sport partagé.

Le sport partagé prône l'inclusion avec des équipes composées d'élèves valides et d'élèves en situation de handicap.

Afin de répondre au cahier des charges de cette compétition, l'association a dû procéder à l'achat de sweat-shirts à l'effigie de leur équipe. C'est pourquoi, elle requiert une aide financière.

Il est donc proposé au conseil municipal de verser, à l'association sportive du Lycée Rabelais, une subvention exceptionnelle de 400 €.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** les crédits inscrits au budget 2023 ;
**VU** l'avis de la commission « Culture, Animation du territoire, Participation citoyenne et Coopération décentralisée » réunie le 7 novembre 2023 ;

**CONSIDERANT** que la Ville d'Ifs est engagée dans le soutien aux associations, notamment par le biais d'attribution de subventions ;

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE :**

**DECIDE** de verser à « l'association sportive du lycée Rabelais » une subvention exceptionnelle d'un montant de 400 € au titre de l'achat de matériel pour sa participation au championnat de France de l'UNSS.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance de conseil municipal du 13 novembre a pris fin à 20h15.

**Le Maire,**

MAIRIE D'IFS (Calvados)

**Michel PATARD-LEGENDRE**